

733.21(2)
733.22 - CZ/ab
sd. post Apollo

Paris, le 21 septembre 1970

*Kopie ging an W, F
GD - PTT
FV
Luttant*

Rapport spatial No 22(70)

3e note de dossier sur la mission Lefèvre

Conversations avec MM. Causse, Denisse, Magliano

1° La bonne ambiance de Washington est un fait très encourageant; la bouteille est plutôt à moitié pleine qu'à moitié vide. Quant au résultat, il comporte toujours un risque puisque les Américains ne peuvent s'engager sans restriction à cause d'Intelsat. Ils se tuent à répéter qu'un refus est tout à fait hypothétique après les concessions qui ont été faites à Intelsat. Ils n'imaginent pas qu'il puisse y avoir jamais une majorité de blocage. Il n'empêche qu'il pourra y avoir des divergences entre Etats européens dans l'appréciation de ce risque.

2° On a parlé à Washington de l'échange des renseignements techniques, know-how, etc. A Bruxelles et dans les réunions préparatoires, plusieurs délégations (RFA/FR) estimaient qu'à cet égard il ne devrait y avoir aucune restriction de part et d'autre malgré la disproportion des contributions. Sur ce point, il n'y a pas eu de conclusion. La tendance des Américains n'est pas sans réticences. Cependant ils ne vont pas jusqu'à dire que l'Europe ne bénéficierait des progrès techniques qu'à proportion de leur financement. Ils parlent d'un arrangement raisonnable, équitable... Le sentiment de M. Causse est qu'il y a des possibilités de négociation. C'est néanmoins un sujet de préoccupation; M. Denisse ne m'a pas caché que ce point donnerait beaucoup à réfléchir.

3° J'expose à M. Causse les difficultés que je prévois pour la période intermédiaire entre la décision de principe qui

- 2 -

pourrait être prise à Bruxelles et le moment où l'accord serait conclu avec les U.S.A. et mis en oeuvre.

Aussi longtemps qu'on n'aura pas la certitude d'être engagés dans post Apollo, il n'est pas raisonnable de penser que les travaux sur Europa II et Europa III vont s'arrêter. Combien de temps les négociations vont-elles durer ? L'année budgétaire américaine commence en juillet. La NASA dans un délai de 1 à 2 mois va décider si elle demande au Congrès des crédits pour entamer la phase C en juillet 1971. Le délai serait de 8 mois dans ce cas, de 20 mois si la NASA ne se décide que pour 1972. On sera vraisemblablement fixé à cet égard au moment de la Conférence ministérielle.

Les contrats et travaux en cours pour Europa II et III pourraient être rapidement interrompus. Si l'on entre à plein dans post Apollo M. Causse pense qu'il serait logique de ne pas poursuivre Europa II. Symphonie pourrait être alors lancé par une fusée Scout. Mais l'engagement ne sera considéré comme ferme à l'égard des U.S.A. qu'à la signature de l'accord ou à un stade très avancé des négociations. Il faut donc prévoir une période intermédiaire assez longue, pendant laquelle les travaux en cours ne seraient pas interrompus, mais éventuellement ralentis. Il faudra les financer et même si les dépenses pour post Apollo restent modestes pendant un an ou deux, qui supportera cette charge ? Actuellement la France et l'Allemagne, un peu la Belgique font les frais; qu'attend-t-on de l'Italie et des Pays-Bas très réticents ? ne demandera-t-on pas un effort même aux pays en dehors d'ELDO ? M. Causse reconnaît qu'on n'a pas encore réfléchi sérieusement à ces problèmes. Je lui demande d'y songer, car ils se poseront, quelle que soit la décision des ministres à Bruxelles.

4^o La reconversion d'ELDO (ou sa liquidation) n'a pas été discutée non plus. Si l'Europe obtient une partie relativement importante et homogène des travaux, le tug par exemple, il conviendrait que le programme européen soit géré par l'organisation; si au contraire l'Europe obtient une série de travaux très

- 3 -

morcelés on peut songer à une répartition entre Etats membres qui resteraient assez autonomes. On sait que déjà pour la phase des études préliminaires (crédit de 2,5 MUC voté à Bruxelles) la France a déposé un document tendant à diminuer le rôle d'ELDO et d'ESRO qui, à part une fonction de coordinateur, subventionneraient les Etats membres. C'est peut-être un moyen d'augmenter les fonds investis dans ces travaux préparatoires, mais est-ce une bonne méthode pour intéresser tous les pays, notamment les petits au programme post Apollo ?

*
* * *

J'ai eu également un entretien avec M. Denisse. Il confirme que le ton des Américains est positif et net, mais estime que les progrès ne sont pas considérables. L'accès au know-how et aux brevets retient particulièrement l'attention. Il ne peut encore dire quelle sera l'attitude française, car il n'y a pas eu de discussion pour le moment en dehors du conseil d'administration du CNES.

*
* * *

Je me suis entretenu aussi avec M. Magliano, ministre-conseiller chargé des Affaires spatiales. Il a personnellement le sentiment que les Américains ne peuvent aller plus loin sur le fond, et que leurs conditions paraissent en principe acceptables. Mais dans l'hypothèse la plus favorable il craint que les travaux sur Europa II et III se prolongent et qu'on demande à l'Italie de participer aux frais. Si la France et l'Allemagne envisagent de réduire sensiblement les dépenses en attendant un arrêt de ces projets et la reconversion d'ELDO, l'Italie pourrait peut-être faciliter les choses par une participation plus ou moins symbolique. Ce sera, pense-t-il, un des problèmes les plus délicats à résoudre dans le proche avenir.

Fluor
